

DECLARATION PUBLIQUE D'INTERETS (DPI)

Arrêté du 5 juillet 2012 portant fixation du document type de la déclaration publique d'intérêts mentionnée à l'article L. 1451-1 du code de la santé publique

Je soussigné(e) **JEAN-CLAUDE DESENCLOS**

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme au sein duquel j'exerce mes fonctions ou de l'instance collégiale, de la commission, du conseil, du groupe de travail, dont je suis membre ou invité à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Je renseigne cette déclaration en qualité :

D'agent de Santé publique France

De membre ou conseil d'une instance collégiale, d'une commission, d'un comité ou d'un groupe de travail (veuillez préciser) au sein de Santé publique France

De personne invitée à apporter mon expertise à Santé publique France

Autre (préciser)

Je m'engage à actualiser ma DPI dès qu'une modification intervient concernant ces liens ou que de nouveaux liens sont noués, et au minimum annuellement même sans modification.

Il vous appartient, à réception de l'ordre de jour d'une réunion, de vérifier si les liens d'intérêts que vous avez déclarés ou qui pourraient apparaître de manière ponctuelle sont compatibles avec votre présence lors de tout ou partie de cette réunion et d'en avertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution, et le cas échéant le président de séance, si possible, avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, votre présence est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises ou les recommandations, références ou avis émis et d'entraîner l'annulation de la décision prise ou de celle qu'aura pu prendre l'administration au vu de cette délibération.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : dpi-support@santepubliquefrance.fr.

Le présent formulaire sera publié sur le site de l'institution ou des institutions mentionnées dans la déclaration et/ou sur le site du ministère chargé de la santé.

1. Votre activité principale

1.1 Votre activité principale exercée actuellement

Activité libérale

Autre (activité bénévole, retraité, ...)

Activité salariée

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début	Fin
Santé publique France	12 rue du Val d'Osne - 94415 Saint-Maurice	Directeur scientifique adjoint au DG	05/2016	

1.2 Vos activités exercées à titre principal au cours des 5 dernières années

A ne remplir que si différentes de celles remplies dans la rubrique 1.1

Activité libérale

Autre (activité bénévole, retraité, ...)

Activité salariée

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début	Fin
Institut de veille sanitaire	12, rue du Val d'Osne	Directeur scientifique adjoint au directeur général	05/2012	04/2016

2. Vos activités exercées à titre secondaire

2.1 Vous participez ou vous avez participé à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Sont notamment concernés les établissements de santé, les entreprises et les organismes de conseil, les organismes professionnels (sociétés savantes, réseaux de santé, CNPS), les associations de patients.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Organisme (société, établissement, association)	Fonction occupée dans l'organisme	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
ECDC, membre de l'Advisory Forum pour la France (Conseil scientifique)	http://www.ecdc.europa.eu/en/aboutus/organisation/af/Pages/AboutUs_Organisation_AdvisoryForum.aspx	Aucune		05/2005	
Expertise France	Membre du Comité d'orientation sectoriel (CORSEC) Santé	Aucune		01/2016	
Association internationale des instituts nationaux de santé publique (IANPHI: http://www.ianphi.org/whoweare/secretariat.html)	Secrétaire général de l'association	Aucune		02/2016	

2.2 Vous exercez ou vous avez exercé une activité de consultant, de conseil ou d'expertise auprès d'un organisme entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Il peut s'agir notamment d'une activité de conseil ou de représentation, de la participation à un groupe de travail, d'une activité d'audit, de la rédaction d'articles ou de rapports d'expertise.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Organisme (société, établissement, association)	Fonction occupée dans l'organisme	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
European Centers for Disease Control and prevention Comité d'experts "IMI Advance review panel"	faisabilité de partenariats publics privés pour évaluer les bénéfices de la vaccination grippe	Aucune		09/2016	
Anses	Comité d'évaluation des unités d'épidémiologie animale, ANSES :3-4/07/2012 et 28-30/06/2016	Aucune		07/2012	06/2016
ANSM: jury d'évaluation de l'appel à projet de recherche de l'ANSM.	Membre du jury jusque 2016. Président du jury en 2017.	Aucune		07/2012	07/2017
National Institute for Health Research- Health Protection Research Units (http://www.ccf.nihr.ac.uk/Pages/HPRUCompetition.aspx)	Jury de l'AAP Health Protection research units (2013), et Epidemic rapid response team (2016) RU.	Aucune		05/2013	03/2016
Centre d'étude et de santé des populations (CESP) , INSERM- Univ Paris Sud	Membre du conseil scientifique international	Aucune		06/2013	04/2017
Académie des sciences	Membre en tant qu'expert du Conseil national consultatif pour la biosécurité	Aucune		11/2015	
Institut de santé publique Aviesan	Membre du comité d'experts	Aucune		01/2011	
Comité scientifique recherche EBOLA INSERM/AVIESAN	Membre du comité scientifique	Aucune		12/2014	
Journal scientifique Currents Plos outbreak	Editeur scientifique (http://currents.plos.org/outbreaks/review-board/)	Aucune		05/2013	
Agence Nationale de Recherche sur le Sida	Président de l'action coordonnée 25: recherche en santé publique sur les hépatites	Aucune		06/2005	04/2016
Centre de recherche et veille de l'Océan Indien (CRVOI)	Membre du conseil scientifique	Aucune		06/2006	12/2014
Institut maladies Infectieuses, inflammation, immunité, microbiologie (I3M) (Aviesan	Membre comité d'experts. Animation/coordination du séminaire transmission (22-23/03/12).	Aucune		06/2009	
AERES	Participation à l'évaluation d'équipes de recherche en 2009, 2012, 2013 et 2014 (janvier)	Au déclarant	150 €	02/2009	01/2014
European Journal of Epidemiology	Editeur associé	Au déclarant	150 €	01/2008	
Universités Paris Sud, Paris VI, Paris VII, Aix-Marseille II, Bretagne, le Havre, Lille...	Rapporteur dans les jurys de thèse de science et d'HDR des Ecoles doctorales	Aucune		01/2000	
BMC Infectious diseases	Editeur associé, responsable de la section hépatites virales	Aucune		01/2011	
PHRC, ANRS, ANR, IMMI, IRESP, CRVOI, INCA, INSERM...	Evaluation ponctuelle de projets de recherche	Aucune		01/2000	
Université Paris Sud	Conseil Scientifique de l'Ecole Doctorale recherche en santé publique, ED420	Aucune		01/2010	12/2013
INCA	Conseil scientifique de l'AAP recherche interventionnelle sur inégalités de santé et cancer	Aucune		01/2010	06/2013

INCA	Président du comité d'évaluation de l'AAP "Bases clinico biologiques"	Aucune		05/2011	11/2013
CENTRE FOR SCIENCE, SOCIETY AND CITIZENSHIP ROME, ITALIE	Membre du comité de pilotage dur projet de recherche "Tell me" financé par le FP7 Européen	Aucune		05/2012	12/2014
UMRS 1018 INSERM-UVSQ	Membre du conseil scientifique des cohortes Constance-Gazel-Spirale	Aucune		11/2011	

2.3 Vous participez ou vous avez participé à des travaux scientifiques et études pour des organismes publics et/ou privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France.

Doivent être mentionnées les participations à des travaux scientifiques, notamment la réalisation d'essais ou d'études cliniques ou pré-cliniques, d'études épidémiologiques, d'études médico-économiques, d'études observationnelles sur les pratiques et prescriptions, etc.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

2.4 Vous avez rédigé un article, intervenez ou êtes intervenu dans des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses ou formations organisés ou soutenus financièrement par des entreprises ou organismes privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

2.5 Vous êtes inventeur et/ou détenteur d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée en relation avec le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

3. Activités que vous dirigez ou avez dirigées et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Le type de versement peut prendre la forme de subventions ou contrats pour études ou recherches, bourses ou parrainage, versements en nature ou numéraires, matériels, taxes d'apprentissage.

Sont notamment concernés les présidents, trésoriers et membres des bureaux et conseils d'administration.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

4. Participations financières dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Tout intérêt financier : valeurs mobilières cotées ou non, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou d'autres avoirs financiers en fonds propres ; doivent être déclarés les intérêts dans une entreprise ou un secteur concerné, une de ses filiales ou une société dont elle détient une partie du capital dans la limite de votre connaissance immédiate et attendue. Il est demandé d'indiquer le nom de l'établissement, entreprise ou organisme, le type et la qualité des valeurs ou pourcentage du capital détenu.

(Les fonds d'investissement en produits collectifs de type SICAV ou FCP - dont la personne ne contrôle ni la gestion, ni la composition - sont exclus de la déclaration).

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

5. Proches parents salariés et/ou possédant des intérêts financiers dans toute structure, dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Les personnes concernées sont :

- le conjoint [époux (se) ou concubin(e) ou pacsé(e)], parents (père et mère) et enfants de ce dernier
- les enfants
- les parents (père et mère)

Cette rubrique doit être renseignée si le déclarant a connaissance des activités de ses proches parents.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

6. Autres liens d'intérêts que vous considérez devoir être portés à la connaissance de Santé publique France

Si besoin, au vu des précisions apportées par l'organisme au présent document-type.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Élément ou fait concerné	Commentaires	Somme perçue	Début	Fin
Co-direction avec François Dabis de l'ouvrage "Epidémiologie de terrain (801 pages) publié en novembre 2012 aux Editions John Libbey. Actualisation de la 2ème édition publiée en janvier 2017 (http://www.unitheque.com/Livre/john_libbey_eurotext/epidemiologie_de_terrain-99964.html)	Pas de rémunération personnelle. Les droits d'auteur sont reversés à un un fond d'aide à des étudiant en santé publique de l'ISPED, Université de Bordeaux avec laquelle je n'ai pas de lien direct. Le montant des droits d'auteur reversé à ce fond n'est pas connu à ce stade.		2012	2017
Cours au Cnam et dans différentes universités en France et en Belgique sur la veille, la surveillance épidémiologique et la santé publique	Pas de rémunération		1993	
Représentant de l'InVS à la Commission spécialisée évaluation, stratégie et prospective (CESP) du Haut conseil de santé publique	Pas de rémunération		2012	2013


7. Si vous n'avez renseigné aucun item après le 1, cochez la case et signez en dernière page

Je n'ai renseigné aucun item après la section 1.

Article L. 1454-2 du code de la santé publique

« Est puni de 30 000 euros d'amende le fait pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration ».

Fait à Saint-Maurice
Le 19/05/2017



Signature obligatoire
(mention non rendue publique)

Les informations recueillies seront informatisées et votre déclaration (à l'exception des informations relatives aux montants déclarés et à l'identité des proches) sera publiée sur le site internet de Santé publique France. Santé publique France est responsable du traitement ayant pour finalité la prévention des conflits d'intérêts en confrontant les liens déclarés aux objectifs de la mission envisagée au sein de Santé publique France.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mé^l à l'adresse suivante : dpi-support@santepubliquefrance.fr